

Le Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

Créé par arrêté du 19 avril 2007, le comité d'histoire des ministères de la Jeunesse et des Sports est né de l'idée que la prise en compte de l'Histoire sert non seulement l'intérêt de la connaissance, mais aussi celui de la transmission d'une culture professionnelle. C'est donc à la fois la volonté d'établir une démarche historique originale et le besoin de fournir des repères aux jeunes générations de fonctionnaires qui ont conduit à sa création. Les principales missions du comité d'histoire sont les suivantes :

- rassembler, faire connaître et favoriser la conservation des travaux existants et en cours sur l'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports ;
- susciter les recherches, études, travaux bibliographiques et guides des sources, soutenir leur publication et assurer leur promotion ;
- organiser les manifestations destinées à mieux faire connaître l'histoire de ces ministères.

Ces dernières années, le comité d'histoire a organisé :

- les 14 et 15 novembre 2008, un colloque sur Maurice Herzog, *Un septennat pour une politique Jeunesse et Sports*,

- des journées d'étude sur les thèmes suivants : le 15 juin 2011, *Les CREPS, une histoire mouvementée, un présent en mouvement. Et demain ?* ; le 21 novembre 2012, *La neige pour tous... pourquoi ? Comment ? Des jeux de Chamonix (1924) aux Jeux d'Albertville (1992)* ; le 3 avril 2014, *La gestion du risque dans le sport, 1962-2012* ; le 6 octobre 2014, *Le projet de dictionnaire historique de l'inspection générale de la jeunesse et des sports*.

En outre, avec le concours d'historiens, il prépare l'édition de plusieurs ouvrages :

- un ouvrage sur *Le sport à l'épreuve du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie au XX^e siècle*, qui s'inscrit dans un plan gouvernemental triennal sur la question du racisme.

- un dictionnaire historique des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports ;

- une réédition de l'ouvrage *La politique du sport et de l'éducation physique pendant l'Occupation*, réalisé en 2002 à la demande de Marie-Georges Buffet et tiré en un nombre d'exemplaires limité.

LIEU DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE :

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine • 59 rue Guynemer • 93380 Pierrefitte-sur-Seine
Métro : Saint Denis-Université – ligne 13

Contact

Jean-François CHARLET
jean-francois.charlet@sg.social.gouv.fr
01 44 38 34 18

<http://www.sports.gouv.fr/organisation/reperes-histoire/>

Journée d'étude du comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

Les consultations de la jeunesse, un outil pour l'action publique ?

1966-1994



Manifestation contre le CIP. Paris, mars 1994 – Corinne Provost, Émulsion - Nantes

Mardi 17 mars 2015
(9h30-17h)

Les consultations de la jeunesse. Un outil pour l'action publique ? 1966-1994

1966 (François Missoffe), 1977 (Paul Dijoud), 1994 (Édouard Balladur), les consultations de la jeunesse se sont succédé en France, à l'initiative des ministres en charge de la Jeunesse et des Sports, ou du Premier Ministre. Elles ne furent pas du même type, n'eurent pas les mêmes résultats, mais cette répétition doit nous interroger, en raison même de l'écho que leurs promoteurs ont voulu leur donner auprès du grand public.

Certes, « la jeunesse n'est qu'un mot », pour reprendre la formule de Pierre Bourdieu qui dénonçait la dissimulation des rapports sociaux sous une catégorisation par classe d'âge. Mais derrière ce mot se tient un enjeu politique dont la permanence en France est remarquable. Et cette forme d'action publique — la consultation — présente une singularité dans la mesure où elle se propose d'établir, sur un temps court, un lien fort entre un département ministériel et les destinataires de ses actions. La répétition de ces consultations, à presque trente ans d'écart, interroge : faut-il y voir une permanence d'un mode d'intervention publique, par-delà les changements survenus dans ce champ ? Ou bien une imperméabilité de la jeunesse aux mesures qui lui sont destinées ? Ou plus simplement une difficulté pour les pouvoirs publics à préciser leurs desseins face à une catégorie sociale problématique ? Ou, finalement, une simple action de communication politique ?

Ce sont ces questions que nous aborderons durant cette journée d'étude, en centrant nos interrogations sur la position des pouvoirs publics.

Nous ferons donc un retour sur le déroulement de ces consultations pour en rappeler les traits communs mais aussi les profondes différences. Le rappel de l'évolution des politiques en direction de la jeunesse, depuis les débuts de la V^e République, remettra en perspective cet enjeu. Sans oublier d'élargir notre regard au cadre européen pour détecter une éventuelle « exception française » en la matière. La question, connexe, de la participation des jeunes ne sera pas oubliée, mais pourrait faire l'objet d'un travail plus spécifique et plus approfondi. Une table ronde nous permettra d'ouvrir d'autres perspectives de recherche, en particulier sur ce dernier point.

Philippe Callé

COMITÉ DE PILOTAGE

Denise Barriolade, Laurent Besse, Philippe Callé, Jean-François Charlet, Pierre François, Emmanuelle Giry, Émile Picques, Jean-Claude Richez, Clothilde Roullier, Richard Monnereau



Rapport d'enquête sur la jeunesse française, 1966-1967, publication ronéotypée du ministère de la Jeunesse et des Sports, Archives nationales, 19770309/78.

Programme

9H 30

Accueil des participants

Modérateur pour la matinée : **Richard Monnereau**,
président du comité d'histoire, *inspecteur général de la jeunesse et des sports*

9h45 : ACCUEIL par M^{me} la directrice des Archives nationales, **Françoise Banat-Berger**

10h-10h30 : LA JEUNESSE, UNE CATÉGORIE INTROUVABLE ? - **Philippe Callé**,
inspecteur de la jeunesse et des sports honoraire, docteur en science politique, membre du comité d'histoire

10h30-11h15 : LES CONSULTATIONS MISSOFFE (1966) ET DIJOU (1977) -
Laurent Besse, *maître de conférences en histoire contemporaine à l'IUT de Tours, membre du comité d'histoire*

11h15-11h45 : UNE JEUNESSE PLURIELLE DANS DES CADRES D'ENGAGEMENT
ET DE PARTICIPATION ÉLARGIS - **Laurent Lardeux**, *chargé d'études et de recherche INJEP, docteur en sociologie*

11h45-12h30 : débat sur les interventions de la matinée

Modératrice pour l'après-midi : **Amélie Turet**,
CEPJ, *chef de mission inclusion numérique à la délégation aux usages de l'internet*

14h-14h45 : TABLE RONDE SUR LA CONSULTATION BALLADUR (1994)
avec **Étienne Madranges**, *conseiller technique jeunesse au cabinet de M^{me} Alliot-Marie*,
Georges Vanderchmitt, *directeur du cabinet de M^{me} Alliot-Marie*, **Alain Goze**, *président du CNAJEP*,
Gérard Mauger, *sociologue, directeur de recherche au CNRS*, M^{me} **Claire Jodry**,
ancienne directrice de l'ANACEJ

14h45-15h15 : LES POLITIQUES DE JEUNESSE EN EUROPE, ÉVOLUTION ET DÉFIS À
VENIR, avec **André-Jacques Dodin**, *chef de la division des politiques de jeunesse, direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Conseil de l'Europe*

15h15-16h45 : LES PERSPECTIVES DE RECHERCHE SUR LA PARTICIPATION
DES JEUNES, LEUR ENGAGEMENT. L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE JEUNESSE
(TERRITORIALISATION, DÉCENTRALISATION ?), avec **Laurent Lardeux**, **André-Jacques Dodin**, **Laurent Besse**

16h45-17h : CONCLUSIONS de **Philippe Callé** et **Richard Monnereau**

17h : Fin des travaux